

2018

La Politique de l'Alliance des Classes: Cycles du PCB et du PT au Bresil

Francisco Farias

Universidade Federal do Piaui, franperfarias@gmail.com

Follow this and additional works at: <https://scholar.oxy.edu/decalages>

Recommended Citation

Farias, Francisco (2016) "La Politique de l'Alliance des Classes: Cycles du PCB et du PT au Bresil," *Décalages*: Vol. 2: Iss. 2.
Available at: <https://scholar.oxy.edu/decalages/vol2/iss2/12>

This Article is brought to you for free and open access by OxyScholar. It has been accepted for inclusion in *Décalages* by an authorized editor of OxyScholar. For more information, please contact cda@oxy.edu.

La Politique de l'Alliance des Classes: Cycles du PCB et du PT au Bresil

Cover Page Footnote

Version originale: FARIAS, F. P. A política de aliança de classe (I). Informe econômico (UFPI), v. 36, 2016.

Traduction: Wilma Rodrigues Alves (wilmalves@ig.com.br).

1. La fonction mandataire

La politique d'alliance des classes sociales dans la formation capitaliste contemporaine se présente, sous le régime démocratique, en produisant (et étant l'expression de) un front de forces sociales et politiques, constitué en partie par une coalition de partis de gauche (progressistes ou anticapitalistes) dont la particularité est la présence du parti de représentation de classe. Notre discussion commence, par conséquent, par l'analyse du parti de représentation de classe.

Le parti de représentation de classe se distingue pour revendiquer sur lui-même l'identité de classe. En général, le parti politique exprime concrètement des intérêts de classe, à l'exception de celui qui s'écarte des intérêts sociaux plus larges, comme le «partie de la clientèle» et le «parti-secte». Le but de la conquête de la direction de l'appareil d'Etat étant donc propre au parti politique, les politiques que le parti envisage sont destinées à avoir un impact sur les intérêts sociaux en compétition ou antagonistes, au sein de la collectivité. En d'autres termes, le parti politique a tendance à être un mandataire d'une classe sociale.

Mais, pour diverses raisons, seulement les courants partidaires mandataires de la classe salariée ont tendance à apparaître sur la scène politique avec la nomination des intérêts de classe en tant que telle. Tout d'abord, le grand nombre de membres de la classe permet le type d'appel électoral, une fois que la position de classe ne se limite pas aux travailleurs appartenant à la sphère de la production. Le processus social de la production de plus-value implique l'interdépendance de la production (capital industriel) et la circulation (capital commercial). Car, d'une part, la plus-value produite dans la sphère industrielle ne se réalise que dans le domaine commercial, par la consommation; et, d'autre part, la demande soulevée par la base monétaire en circulation ne devient effective qu'avec la production de biens. Bien que les fractions du capital soient en compétition pour le quota de présence dans le taux d'exploitation du travail, il y a une communauté d'intérêts communs de ces fractions, opposée à la communauté d'intérêts connexes des salariés appartenant aux circuits du capital. Ces éléments - l'interdépendance et les intérêts communs - de délimitation du groupement global constituent la base pour que les travailleurs de la circulation puissent se reconnaître en tant que membres de la même classe que ceux de la production.

Deuxièmement, en raison de la nature collective du processus de travail dans l'Entreprise moderne, le travailleur salarié tend spontanément à valoriser l'associationnisme, dans ses expressions syndicale et partidaire, pour défendre ses intérêts. Bien qu'il y ait des tendances contraires à l'associationnisme prolétarien - comme le sentiment d'individuation produit par la division et la spécialisation des tâches au sein de l'Entreprise et l'effet personnalisant du type de droit configuré

dans le contrat de travail salarié -, celles-là ne suffisent pas pour effacer les marques du collectivisme. Lorsque le travailleur se rend au syndicat ou au parti, il y arrive avec le sentiment que les valeurs et les intérêts de ces organisations sont au-dessus de ses projections et de ses besoins individuels.

La condition du propriétaire privé des moyens de production est différente, car celui tend à valoriser l'individualisme, en voyant son entreprise plutôt comme un concurrent dans les relations de marché. Bien que les entreprises soient liées par la division sociale du travail dans l'ensemble de la société et par l'imposition du taux moyen de profit, la tendance de la classe capitaliste est de rejoindre le discours de l'individu, y compris dans la sphère politique. Lorsque l'entrepreneur capitaliste participe à une association patronale ou un parti politique, il le fait animé par le sentiment que son point de vue et ses intérêts sont au-dessus de ces organisations-là.

Une contrainte plus profonde de cette différence entre le prolétariat et la bourgeoisie vis-à-vis de l'associationnisme concerne la position des classes sociales dans la communauté globale. Dans la collectivité avec l'État et divisée en classes antagoniques, les classes sociales sont les communautés concrètes, autour des intérêts communs de chacune d'entre elles. Dans ces conditions historiques, la collectivité est devenue une communauté abstraite, la mémoire de la perte de la communauté concrète d'une collectivité où il n'y avait pas de division de classe et l'appareil de l'Etat. Or, il appartient à la classe dominée l'aspiration de la reconquête de la société égalitaire économiquement (sans classes sociales ni État), correspondant à la communauté concrète de la collectivité. Par conséquent, le prolétariat apparaît comme le gardien du sens de la collectivité originale.

Troisièmement, les effets des politiques de l'État - en mettant en œuvre des mesures telles que le salaire minimum, la sécurité sociale, l'éducation de base, de la santé, le logement - mènent à l'agrégation et à l'articulation des secteurs ou des professions de la classe du travail de routine, autour de revendications communes. Car les résultats de ces politiques ont un impact défavorable sur les intérêts de la classe subalterne. Les travailleurs "exécuteurs" ont donc tendance à s'organiser globalement pour contrer les déséquilibres qui en résultent.

Le discours de classe, concernant l'antagonisme social ne peut pas être direct, sauf dans des conjonctures révolutionnaires. Car le type de structure de l'État produit des effets d'abstraction dissolvant l'identité antagoniste et, par conséquent, fait émerger sur la scène politique quotidienne le rapport de compétition, dans l'ordre. L'effet de la *personne*, attribut conféré aux agents sociaux de la capacité subjective d'agir librement, découle de la structure juridique de l'Etat. Il est propre au phénomène de la norme du droit étatique la

transformation des règles fonctionnelles (impératifs *hypothétiques*), visant à discipliner les relations de réciprocité, dans les lois inconditionnelles (impératifs *catégoriques*), dont les fondements renvoient à la croyance de la liberté humaine. La spécificité du droit moderne est non seulement l'attribution de la forme sujet (libre) aux agents de production, mais aussi la relation d'égalité entre ses personnalités à travers le droit de propriété privée (moyens de production, d'une part, et la force de travail d'autre part) – ce qui permet le contrat d'achat et de vente de la force de travail, cet échange figurant comme une relation d'équivalence.

À son tour, la forme *peuple-nation* est due en partie à la structure bureaucratique de l'État moderne. (La structure économique capitaliste contribue également à la production du fétichisme de l'intérêt national.) Des normes bureaucratiques de l'accès universel aux tâches de l'état et le recrutement sur la base du critère formel de compétence, compatible avec la forme sujet égalitaire du type de droit, exigent la formation de la société illusoire appelée *peuple-nation*. Il s'agit d'une association imaginaire (un faux contrat) parce que les rôles d'entrepreneur capitaliste et de travailleur salarié ne sont pas dans une relation d'égalité, puisque le salaire ne rémunère pas toute la valeur d'échange produite par l'utilisation de la force de travail, mais seulement la partie concernant la reproduction de celle-là. Cette société du contrat faussé exige un système de frontières nationales, parce que la rencontre entre le gouvernement professionnalisé et les citoyens formellement égalés survient dans un contexte historique de répartition inégale des forces productives dans l'espace mondial. Alors, les capitaux plus faibles dans l'espace territorial global ont besoin de l'État national pour défendre leurs intérêts face aux capitaux plus forts et ils résistent à la formation d'un État mondial. L'effort d'éloigner l'influence de la propriété foncière traditionnelle qui pénètre l'appareil de l'État a conduit à la centralisation du pouvoir politique, en établissant des mécanismes de contrôle sur les autorités régionales et locales. La bureaucratie de l'appareil d'État a pu alors se présenter à elle-même dans le rôle de représentant du collectif des individus autonomes (*peuple*) et des habitants d'une section territoriale avec la centralisation politique (*nation*), qui pousse la classe salariée à la méfiance envers son organisation en tant que classe et à la fidélité avant tout au *peuple-nation*.

La combinaison de ces effets fétichistes - sujet, *peuple-nation* - produits par le type de structure juridique-bureaucratique de l'État empêche que la nomination de l'antagonisme de classe («bourgeoisie et prolétariat») émerge sur la scène politique. À sa place, en fonction de la conjoncture concrète et des forces des partis de représentation des classes, d'autres termes d'antagonisme, convertis en compétition, sont présentés dans la scène ouverte, comme «des riches et les pauvres», «l'élite et la masse», «le patronat et les salariés».

Le parti politique contribue donc à la mise en forme de l'identité de la classe, s'il adopte un discours compatible avec la dynamique de la lutte des classes, la compétition ou l'antagonisme. La relation entre le parti politique et la classe sociale devient une implication mutuelle. D'une part, le parti exprime les intérêts de sa base sociale, bien qu'il ne les reflète pas nécessairement d'une forme sociographique dans la composition de ses corps dirigeants, puisque des facteurs tels que le programme du parti, l'institutionnalisation organisationnelle et les prédispositions idéologiques des dirigeants jouent un rôle important dans la représentation des intérêts sociaux. D'autre part, le parti mobilise, organise et éduque sa base de classe - en tenant compte de la théorie politique, du programme du gouvernement, de la démocratie partidairre ; en d'autres termes, le parti politique exerce son rôle de dirigeant ou d'avant-garde de la plupart des membres de la classe sociale.

2. Les obstacles à la fonction mandataire

Nous avons défini ci-avant la question de la représentation de classe du parti politique, en la situant dans la relation entre le discours du parti et la dynamique de la lutte des classes. Il est temps maintenant de nous référer aux obstacles – le personnelisme, la bureaucratisation, l'avant-gardisme - qui contribuent à détourner la fonction mandataire de classe.

Le personnelisme des leaders existe lorsqu'une partie des partisans ou des sympathisants du parti adopte un comportement de masse (sentiments *sensoriels*, *irrationnels* – agissant par imitation ou par contagion). Le phénomène de massification auprès du parti de la classe travailleuse se produit par des facteurs aussi bien matériels (accès à l'information) que culturels (scolarité) renvoyés, en dernier ressort, à l'inégalité de conditions dans la division sociale du travail. Ainsi, l'exposition intense aux moyens simplificateurs d'informations et de communication, ainsi que l'imposition d'un faible niveau de scolarisation produisent des prédispositions discursives qui ont tendance à naturaliser et à surestimer les qualités personnelles des dirigeants politiques.

Cependant, peut-être plus important que le personnelisme des leaders des partis est le détournement de bureaucratisation. Dans sa forme d'organisation, le parti subit les effets de la bureaucratie de l'État. La spécialisation des fonctions (directives, parlementaires, techniques) et de professionnalisation (acquisition du savoir-faire) pour l'exercice de ces fonctions mènent à une hiérarchie entre, d'une part, les dirigeants et, d'autre part, les militants de base, dont la relation a tendance à se reproduire en termes de mérite. Cela transfère au parti les effets de la *représentation* dans l'appareil de l'État, à savoir, l'apathie politique des électeurs et l'indépendance des mandataires.

Enfin, un autre danger pour le parti de classe est l'avant-gardisme. Une dimension du phénomène se produit lorsque les courants partisans commencent à agir strictement guidés par les objectifs stratégiques (révolutionnaires) de classe, dans un contexte d'absence de conditions de la crise structurelle de la formation sociale. Ces courants s'éloignent des luttes de la classe pour des réformes et peuvent se transformer, selon l'expression de CERRONI (1982), en des partis-sectes, tournés vers le discours doctrinal de l'auto-identification.

Le parti de classe ou socialiste se caractérise par l'élaboration d'un programme à «double armure», en distinguant le projet « pour l'immédiat » (propositions à discuter et à adapter lors de la négociation avec les autres) et «pour l'avenir» (modèle prévu et intentionnel de la société) (PRESTIPINO, 1988). Une raison à cela découle des conditions mêmes de la constitution et de l'émergence de la classe sociale. Comme l'a indiqué POULANTZAS (1972), les classes sociales sont et ne sont pas des effets des structures de la totalité sociale, une formulation qui prend en compte deux genres de regroupement: la classe en lutte pour des réformes (internes aux limites imposées par les structures valorisantes en vigueur) et la classe antagoniste (ayant tendance à transformer le modèle de la société). La classe sociale, dans des contextes de stabilité sociale, a donc deux aspects: un descriptif (la classe compétitive) et un autre prospectif (la classe révolutionnaire) (GARO, 2001). La grève pour les salaires, par exemple, devient une manifestation de la pratique compétitive et à peine potentiellement de la pratique révolutionnaire. Pour cette raison, on peut dire que la classe prolétaire prend un double statut, à la fois réformiste et révolutionnaire. Comme l'a exprimé Étienne Balibar, «en réalité, il y a toujours deux collectifs de travailleurs, imbriqués les uns aux autres et formés des *mêmes* individus (ou presque), mais incompatibles» (BALIBAR, 2001, p. 95).

3. Le cycle du PCB

L'historiographie sur le PCB trouve dans le travail de CHILCOTE (1982) l'un de ses points les plus forts, par l'effet provoqué par son insertion dans la tradition des études sur la vie des partis au Brésil. Il s'agit, pour cet auteur, de produire une étude sociographique bien fondée sur les principales controverses théoriques concernant l'objet de ses recherches. Notre exposition sur la question de la politique d'alliance du PCB s'appuie, en partie, sur ce travail de R. Chilcote.

L'importance du PCB en tant que force politique est survenue dans la première moitié des années 1930 grâce à son influence sur le programme revendicatif de l'Alliance Nationale Libératrice (ANL). Le projet politique ébauché visait à permettre le développement capitaliste au Brésil - grâce à l'industrialisation sur des bases privées et nationales et d'une large réforme agraire contre les latifundia

semi-féodaux - pour préparer la transition vers le «socialisme». En termes tactiques, le PCB se battait ainsi pour une «révolution démocratique bourgeoise»; une révolution non pas au sens politique, car il y avait déjà eu une transformation bourgeoise dans le type de structure juridique et administrative de l'Etat brésilien entre 1888-1891, avec l'abolition du droit sur les esclaves et l'établissement des règles administratives fondées sur les critères du mérite, mais à caractère économique: la propagation du travail salarié dans l'ensemble de la formation sociale et la transformation des relations semi-serviles à la campagne.

En consonance avec ce projet pour l'immédiat, la position du parti dans la plupart des questions de politique économique divergeait des points de vue de la bureaucratie de l'Etat. Alors que les dirigeants de l'Etat avaient tendance, par exemple, à se concentrer sur les problèmes de l'inflation et du déficit extérieur à partir de la relation avec la performance de la balance commerciale du pays, les Communistes soulignaient l'absence de contrôle par l'Etat en particulier sur les transferts des bénéfices et le blocage du marché intérieur dû à l'absence de réforme agraire et à la cooptation et la répression de la lutte syndicale. La pratique du PCB, après 1930, était polarisée sur des thématiques concernant la politique salariale, la question agraire et l'impérialisme - dont les lignes directrices formeront le programme de l'ANL, qui c'était opposée au gouvernement de l'État.

La tentative du PCB de destituer le gouvernement par les armes en 1935 était due en grande partie à la présence du groupe d'anciens lieutenants, sous la direction de Prestes, qui avait rejoint le Parti. La vision militariste de Prestes, figurant déjà comme la principale direction du parti, a sous-estimé le soutien que les communistes avaient auprès de la majorité sociale pour adopter cette forme de lutte.

Après la défaite de cette tentative insurrectionnelle, le PCB a réorienté sa méthode de lutte vers la ligne constitutionnaliste, en s'engageant dans le processus de redémocratisation de 1945. Depuis 1943, le parti avait commencé à défendre, dans le cadre de la participation du gouvernement brésilien dans la guerre contre l'axe Nazi-Fasciste, la politique de «l'Unité Nationale». Le soutien au gouvernement de Vargas lors de son intervention dans le conflit international avait comme contrepartie les revendications pour le retour de la démocratie et de l'amnistie pour les prisonniers politiques, y compris le leader du parti, Luiz Carlos Prestes.

Avec le retour de la légalité des partis politiques en 1945, après la dictature de l'*Estado Novo* [l'État Nouveau] (1937-45), le PCB a lancé son propre candidat à l'élection présidentielle, obtenant environ 10% des voix et a remporté un nombre

important de places à l'Assemblée constituante 1946. À l'Assemblée constituante, le banc Communiste a discuté des questions qui attiraient l'attention sur la classe travailleuse, mais il était en position minoritaire; selon l'évaluation d'un analyste, dans la Charte de l'après-guerre, les parlementaires de la majorité qui l'ont rédigée "ont été fortement influencé par les idées du libéralisme économique, dont *l'Estado Novo* [l'État Nouveau] s'était détourné" (GIOVANETTI NETO, 1986, p. 80).

La force électorale des communistes était due en partie à son insertion dans le mouvement des travailleurs. Il y a plusieurs niveaux de cette insertion; d'abord lors des élections de 1945, la plupart des ouvriers de la ville de São Paulo ont voté pour le PCB; deuxièmement, des 14 députés communistes élus à l'Assemblée nationale constituante, 09 seraient issus de la classe travailleuse; troisièmement, le PCB avait une influence prépondérante dans la Confédération nationale des travailleurs de l'industrie et dans la Confédération nationale des travailleurs dans les entreprises de crédit; quatrièmement, les militants communistes contrôlaient le plus grand syndicat au Brésil - le Syndicat des travailleurs des industries métallurgistes, mécaniques et de matériel électrique de São Paulo; cinquièmement, la presse et les moyens de propagande du PCB, contrairement à leur opposition non communiste dans les grandes villes, se dévouaient à la cause du mouvement des travailleurs.

Les travailleurs ont joué un rôle actif dans la conjoncture de la démocratisation de 1945, en particulier avec la grève nationale des employés de banque comme un point fort du mouvement des travailleurs. Les employés de banque avaient réussi à déclencher une grève pour faire pression sur les patrons et l'Etat, et ils ont réussi à ce que le PCB prenne une position plus combative. Le parti apparaissait "à des milliers de travailleurs non pas comme le parti qui ordonnait de « serrer la ceinture », mais comme le parti qui défiait l'exploitation économique, la misère" (FRANK ALEM, 1981, p. 195). Ainsi, "un nouveau modèle de relations entre l'Etat et le mouvement syndical a été progressivement mis en place, au fur et à mesure que les syndicats, la plupart d'entre eux sous l'influence du PCB, se sont mis dans la direction des luttes économiques des travailleurs" (IDEM, p. 231).

La force électorale des Communistes s'explique aussi par sa politique «d'unité nationale». La coalition PCB-Vargas représentait une alliance de la classe travailleuse avec le projet d'industrialisation envisagé par la bureaucratie de l'Etat, un projet qui ne coïncidait pas tout à fait avec celui de la bourgeoisie industrielle. Alors que les agents gouvernementaux soutenaient un modèle industriel axé sur la participation des entreprises de l'État (sidérurgie, pétrole, électricité), sur le contrôle du capital étranger (transfert des bénéfices, exploitation des ressources naturelles, dette extérieure) et sur la réglementation des relations de travail (salaire

minimum, assistance à la santé, congés payés, retraite); les représentants de l'industrie se positionnaient contre le monopole de l'Etat sur l'industrie des biens de production, la réglementation des investissements étrangers dans le secteur productif et la mise en œuvre des lois du travail. Ainsi, dans le contexte des années 1930-1940, l'État brésilien ne représentait pas l'hégémonie de la bourgeoisie industrielle, mais les intérêts institutionnels globaux (centralisation politique, interventionnisme économique) de la bourgeoisie; tandis que cet état exigeait des sacrifices des intérêts spécifiques des fractions (industrielles, commerciales) de cette classe. Le parti, lorsqu'il a fait une coalition avec Vargas, traitait l'ensemble de la bourgeoisie brésilienne comme un allié. Un signe de l'autonomie du parti dans cette alliance c'est qu'il n'adoptait pas, sur des questions importantes (inflation, déficit extérieur, salaire, question agraire, impérialisme), la vision économique du national-développementalisme, dominante dans l'appareil de l'Etat.

La position du PCB vis-à-vis des premières années du gouvernement de Dutra (1946-47) ne pouvait qu'être critique, en dépit de la ligne politique du parti de l'Union nationale. Bien qu'en prenant soin d'éviter une attaque systématique contre le gouvernement du général Dutra, élu avec le soutien de Vargas, le souci des enclaves libérales et conservatrices au sein du gouvernement était présent dans le discours communiste. La III^e Conférence du PCB, en juillet 1946, exprimait sa ligne constitutionnelle-allianciste¹: "respecter les décisions des autorités et lutter pour le règlement pacifique des problèmes nationaux, ne signifie pas rester les bras croisés ou se conformer de façon opportuniste, sans protestation, contre l'arbitraire et la violence" (CARONE, 1982, p. 67). En 1947, sous le prétexte que le PCB était liée aux intérêts de l'URSS, le gouvernement de Dutra a approuvé la déchéance des droits politiques des partis et a durci la répression contre le mouvement syndical sous son influence, à l'exemple des catégories des travailleurs des ports et les employés de banque – comme des moyens de concrétiser la vision libérale gouverniste en matière de politique salariale.

Enfin, la politique du PCB au cours du processus de démocratisation 1945-46 a signifié qu'une partie de la classe travailleuse n'était pas soumise au bloc au pouvoir, malgré la recherche d'une alliance avec ses représentants, en faveur de l'expansion des réformes politiques et économiques. En se déplaçant dans le domaine politique sans opposer l'indépendance et l'alliance, le PCB a eu une

¹ N. du T.: En portugais, *aliancista* = Partisan de l'*aliancismo* [alliancisme]. Hist. Brés. Au cours de la Deuxième République, le mouvement représenté par l'Alliance de Libération Nationale, le principal groupe politique opposé à l'Intégralisme formé par les communistes, les socialistes et anti-fascistes libéraux.

pratique marquée par les «signes de dissidence" par rapport aux gouvernements de Vargas et celui de Dutra, un positionnement distinct de celui d'une politique «collaborationniste» ou politique de soutien.

4. Le cycle PT

Le travail de SINGER (2012) cherche à déchiffrer les significations des pratiques du Parti des travailleurs et du gouvernement de Lula à partir des rapports de classes. De son point de vue, la relation du gouvernement de Lula et la classe dominante favorise les conflits entre, d'une part, la «coalition rentière» (capital «financier» national et international) et d'autre part, la «coalition productiviste» (capital industriel et classe travailleuse). Notre analyse de la politique d'alliance du PT s'appuie, en partie, sur cette vision de A. Singer.

Au cours de la transition vers le capitalisme industriel au Brésil (1930-1964), le domaine de la gauche socialiste avait été mené par le PCB, qui était né sous l'influence de la III^e l'Internationale communiste qui, à son tour, était sous la direction du PC de l'URSS. Dans le modèle soviétique, l'Etat était chargé de contrôler la propriété des moyens de production et de planifier l'économie. Il y avait la prédominance des plans centralisés, qui se rapportaient à l'économie et à la culture. La division du travail technique et social a été intensifiée. Et le parti unique est devenu l'organe suprême de l'Etat. Ainsi, l'Internationale communiste et le PCB étaient engagés avec une conception stratégique qui, en inversant le programme socialiste, s'est mise à défendre les intérêts, pour ainsi dire, d'une nouvelle classe dirigeante, la bourgeoisie de l'Etat.

Cependant, depuis sa fondation en 1922, le PCB a maintenu une cohérence d'objectifs tactiques, en soutenant, dans les conditions historiques de la société brésilienne, le programme à caractère national-démocratique, et non encore «socialiste». Bien que le parti ait changé de méthode quant à la poursuite de fins immédiates, en adoptant soit la pratique insurrectionnelle, soit la légaliste - en fonction de la conjoncture politique. Le programme politique immédiat était celui de rendre possible le développement capitaliste dans le pays grâce à l'industrialisation dans des bases privées et nationales, et à une grande réforme agraire contre le latifundium traditionnel.

Mais, dans le processus de l'industrialisation, la bourgeoisie industrielle n'a pas été favorable à l'alliance avec la classe salariée. Compte tenu de sa condition ambiguë de disposer d'une base d'accumulation propre et en même temps dépendre monétairement du capital agro-mercantile, la fraction industrielle a préféré tourner le dos à la thèse du capitalisme national-démocratique. Comme il n'avait pas la force de subordonner au sein du bloc au pouvoir, les intérêts de l'économie agro-mercantile, la direction industriel a adhéré, non sans avoir des moments

d'hésitation, comme lors de la guerre de 1932 et du renversement du président Getulio Vargas en 1954, à l'engagement d'équilibre politique qui soutenait les gouvernements nationaux-développementaliste. Mais avec les progrès de l'industrialisation, la bourgeoisie industrielle a commencé à s'organiser pour la conquête de l'hégémonie politique, rendue possible grâce au coup civilo-militaire de 1964.

Lors du processus d'ouverture démocratique à la fin des années 1970, plusieurs facteurs ont convergé pour former le PT comme une expression de l'interdépendance entre l'organisation partidaira et classe sociale; tout d'abord, l'émergence du syndicalisme moins subordonné à l'institutionnalité de l'Etat; deuxièmement, la mobilisation des mouvements sociaux urbains; troisièmement, le renouvellement du catholicisme traditionnel avec la Théologie de la Libération et les Communautés Ecclésiales de Base; quatrièmement, la réorganisation du militantisme des groupements socialistes de gauche. Mais peut-être que nous pouvons dire que le facteur décisif, en fin de compte, de l'émergence de cette nouvelle force partidaira de gauche ont été les conséquences de l'hégémonie de l'entrepreneuriat industriel, qui a augmenté les taux de croissance économique, mais sans permettre la reproduction élargie de la force de travail, en se bénéficiant du régime répressif de l'Etat.

Le PT est né au Brésil en tant que manifestation de la nouvelle gauche socialiste. Il revendiquait une vision critique de l'expérience dite socialiste, en opposant à cette expérience le contrôle des moyens de production par les travailleurs, la planification décentralisée, le pluralisme partidaira; et proposait la conquête de la direction de l'Etat bourgeois basé sur le programme «démocratique-populaire», stimulé par les mouvements syndicaux et sociaux. Dans l'intervalle d'une dizaine d'années il est devenu la principale force partidaira dans le domaine de la gauche brésilienne, en partie à cause de la crise de PCB, provoquée par le coup d'Etat civilo-militaire de 1964, qui a fait discréditer le programme "national-démocratique»; et, d'autre part, par la montée des luttes revendicatives et d'opposition au régime militaire.

Les aspirations de la majorité électorale qui a donné la victoire à la candidature de Lula à la présidence en 2002, ont été présentées dans les documents (1) "Conceptions et directives du programme de gouvernement du PT au Brésil - Lula en 2002"; (2) "Lettre au Peuple Brésilien"; (3) "Programme de gouvernement 2002 - Coalition Président Lula - le Brésil pour tous." Le contenu des directives de la politique économique et sociale indiquait des mesures telles qu'honorer les contrats et de maintenir l'excédent primaire; protéger la production nationale, en réduisant les taux d'intérêt élevés et en entreprenant une réforme fiscale; la réglementation de l'entrée des capitaux étrangers; d'encouragement aux

exportations; la protection de l'emploi; l'élargissement des politiques sociales. (Cf. MARTUSCELLI, 2015.)

La politique économique dans la première année de l'administration de Lula a pris un profil de transition, en combinant le maintien des mesures de stabilité monétaire avec des initiatives dans le domaine social. Sous la pression du dit «risque Lula» (l'attente des agents du marché monétaire que continue l'attaque spéculative de la fuite des capitaux commencé au cours de la campagne électorale, même après avoir exposé ses intentions de gouvernement dans la Lettre aux Brésiliens), le Président Lula a nommé une équipe économique qui a pris des mesures conservatrices, telles que l'ajustement budgétaire et de réforme de la sécurité sociale sous l'allégation d'éviter les risques de l'inflation. Parallèlement, les investissements dans les programmes sociaux ont commencé à apporter à la base du gouvernement le soutien des secteurs les plus pauvres. Ensuite, le changement de l'équipe économique, abandonnant l'orientation conservatrice de la politique économique, la remplaçant par un modèle de développement qui articulait la croissance économique avec les politiques de distribution de revenu et de stabilité monétaire, a montré «l'intuition» et le «pragmatisme» du Président Lula. (Cf. SADER, 2013.)

Les données montrent une performance positive dans les indicateurs économiques et sociaux du pays. Le taux d'inflation a diminué, enregistrant des taux de 9,3% en 2003 et 3,1% en 2006. Dans le même temps, le gouvernement a été en mesure de réduire les taux d'intérêt de près de la moitié; le taux SELIC, qui avait atteint en mai 2003 le taux de 26,3%, a affiché le taux de 13,2% à la fin de 2006. À son tour, il y a eu une augmentation progressive du salaire minimum qui est passé de R\$ 302 à R\$ 402 dans cette période. Bien que les investissements en matière de santé et d'éducation n'aient pas progressé dans la même proportion, il y en a eu une augmentation significative dans le domaine de la protection sociale, qui est passé du niveau de 13,7% à 20,5% entre 2003-2006.

Ces chiffres ont été en grande partie des résultats de l'alliance des forces sociales et politiques qui a pu inverser le modèle de développement socio-économique des gouvernements précédents suivant l'orientation de la pensée néo-libérale. D'une part, la coalition PT (Lula) et PL (José de Alencar) menait à un accord tacite entre les leaders des travailleurs - CUT, MST - et les secteurs entrepreneuriaux nationaux - FIESP, FEBRABAN – autour d'une nouvelle politique de développement économique et sociale. D'autre part, des efforts conjoints des chefs d'entreprise et des travailleurs ont eu des répercussions au sein de l'appareil gouvernemental, comme le Conseil de développement économique et social, dont le fonctionnement impliquait la négociation des patrons et des salariés.

La victoire de cette coalition politique présupposait deux conditions. Tout d'abord, la convergence d'intérêts dans le système hégémonique entre la fraction des banques et de la fraction industrielle; cet équilibre de position devrait se heurter aux directives de la politique néolibérale – la déréglementation monétaire, les taux d'intérêt élevés - qui favorisaient les intérêts des banques au sein du grand capital. Deuxièmement, les secteurs entrepreneuriaux hégémoniques devraient accorder en fait des gains pour les classes travailleuses; cela impliquait un nouveau modèle de politique travailliste et sociale, qui permettrait la reproduction élargie de la classe salariée. Comme l'a déclaré un dirigeant syndical, "il fallait briser les flancs dans le domaine de l'adversaire et construire des alliances. Lors d'une réunion du CDES j'ai défendu l'emploi et le salaire pour fortifier le marché intérieur comme un moyen de faire face à la crise "(cf. HENRIQUE, 2013).

En résumé, le PT et la CUT ont pratiqué une politique d'alliance de classe, dont les résultats ont montré que dans l'ensemble il y a eu des gains réels pour les intérêts de la majorité sociale, tout en privilégiant les intérêts hégémoniques du capital; tous ont gagné, mais pas dans la même proportion. Après tout, le gouvernement de la gauche ou de centre-gauche s'est mis en place sans révolutionner les structures de l'État bourgeois, qui, par ses valeurs et ses institutions limitées à de telles valeurs nécessite invariablement la convergence de la politique de l'Etat vers les intérêts de la classe dirigeante ou sa fraction hégémonique. Plus précisément, les alliances Lula-Alencar et CUT-FIESP ont produit des effets qui ont effectivement élargi le bien-être de la majorité sociale, dans un contexte où certaines fractions de la bourgeoisie (les multinationales, les grands commerces, les banques étrangères) ont parrainé l'adoption de politiques régressives des droits sociaux; en même temps, ces alliances ont donné lieu à la stabilité politique pour parvenir à un programme neo-développementiste.

Traduit par Wilma Rodrigues Alves

Références:

- BALIBAR, Étienne. *La philosophie de Marx*. Paris: Découverte, 2001.
- BRANDÃO, G. M. *A esquerda positiva: as duas almas do Partido Comunista – 1920/1964*. São Paulo: Hucitec, 1997.
- CARONE, E. *O PCB (1943-1964)*. São Paulo: Difel, 1982.
- CERRONI, Umberto. *Teoria do partido político*. São Paulo: LECH, 1982.
- CHILCOTE, R. *Partido Comunista Brasileiro*. Rio de Janeiro: Graal, 1982.
- FRANK ALEM, S. *Os trabalhadores e a "Redemocratização"*. Dissertação de Mestrado, Unicamp, 1981.
- GARO, Isabelle. La bourgeoisie de Marx: les héros du marché. In: Vários autores. *Bourgeoisie: état d'une classe dominante*. Paris: Syllepse, 2001.

- GIOVANETTI NETO, E. *O PCB na Assembleia Constituinte de 1946*. São Paulo: Novos Rumos, 1986.
- HENRIQUE, A. Um olhar dos trabalhadores: um balanço positivo, uma disputa cotidiana e muitos desafios pela frente. In SADER, E. (org.). *Dez anos de governos pós-neoliberais no Brasil*. São Paulo: Boitempo, 2013.
- MARTUSCELLI, D. *Crises políticas e capitalismo neoliberal no Brasil*. Curitiba: CRV, 2015.
- POULANTZAS, Nicos. *Pouvoir politique et classes sociales*. Paris: Maspero, 1972.
- PRESTIPINO, Giuseppe. Le socialisme en Occident. *Actuel Marx*, n. 3, 1988.
- SADER, E. A construção da hegemonia pós-neoliberal. In SADER, E. (org.). *Dez anos de governos pós-neoliberais no Brasil*. São Paulo: Boitempo, 2013.
- SINGER, A. *Os sentidos do lulismo: reforma gradual e pacto conservador*. São Paulo: Companhia das Letras, 2012.